

RÉSUMÉ ANALYTIQUE**QUI RÉGIT NOTRE
ÉDUCATION ?****IDENTIFIER LE RETOUR DE BÂTON
CONSERVATEUR ET RIPOSTER**

Sophia D'Angelo
Rachel Marcus
Ayesha Khan
Olha Homonchuk



Informations sur la publication

Publié par : Advancing Learning and Innovation on Gender Norms (ALIGN) et ODI, septembre 2024.

Nous encourageons nos lectrices et nos lecteurs à utiliser ce document pour leurs propres publications, à partir du moment où il n'est pas vendu à des fins commerciales. L'ODI demande la reconnaissance qui lui est due ainsi qu'une copie de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lectrices et aux lecteurs d'inclure un lien vers la ressource originale sur le site Internet de l'ODI. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur ou des autrices et ne représentent pas nécessairement les opinions de l'ODI ou de nos partenaires.

Cette œuvre est protégée par la licence CC BY-NC-ND 4.0.

Citation et permalien suggérés

D'Angelo, S., Marcus, R., Khan, A., Homonchuk, O. (2024) *Whose hands on our education? Identifying and countering gender-restrictive backlash*. ALIGN report. London: ODI/ALIGN (alignplatform.org/resources/report-whose-hands-our-education-countering-backlash)

Remerciements

Autrices : Sophia D'Angelo, Rachel Marcus, Ayesha Khan et Olha Homonchuk

Les autrices remercient Isma Benboulabah, Fabricia Devignes, Lainie Keper, Amina Khan, Ján Michalko et Sally Rosscornes pour leurs commentaires sur une version préliminaire de ce rapport. Toute erreur éventuelle émane des autrices. Ces dernières remercient également Aatif Somji pour les recherches en français, Emily Subden pour son aide sur les graphiques et la coordination de la production, Emilie Tant pour son aide sur la révision et les communications stratégiques, Terese Jonsson pour la relecture, Reya Ahmed pour les illustrations de la couverture et du document, Steven Dickie pour le modèle de rapport, Garth Stewart pour la mise en page, Hannah Caddick pour la correction d'épreuve et Karen Rolland pour la traduction en français.

ODI est extrêmement reconnaissant aux commanditaires d'ALIGN, notamment le gouvernement du Canada (par l'intermédiaire d'Affaires mondiales Canada).

À propos des autrices

Sophia D'Angelo est spécialiste de l'éducation et attachée de recherche pour l'ODI.

Rachel Marcus est chargée de recherche principale dans l'équipe Gender Equality and Social Inclusion de l'ODI.

Ayesha Khan est chargée de recherche principale dans l'équipe Gender Equality and Social Inclusion de l'ODI.

Olha Homonchuk est chargée de recherche dans l'équipe Development and Public Finance de l'ODI.

Introduction

Ce résumé analytique présente les résultats d'un rapport d'ALIGN qui analyse la documentation axée sur les activités d'entités et d'organisations hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ dans le domaine de l'éducation. Ces dernières cherchent à promouvoir une vision étroite des rapports entre femmes et hommes, reposant sur des normes sociales patriarcales et une vision binaire du genre. En s'appuyant sur des données probantes recueillies dans des contextes extérieurs à l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, ce rapport examine l'incidence de cette hostilité sur l'enseignement formel. La recherche est fondée sur un examen de la documentation grise et universitaire. Elle expose dans les grandes lignes des exemples illustrant les principales approches et tactiques utilisées par les entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ en se fondant sur la documentation existante en matière d'éducation.

Ses principales contributions visent à mettre en exergue l'activité restreignant les droits des femmes et des personnes LGBTQI+ dans l'éducation. Les entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ visent l'éducation en raison de son rôle dans la promotion de l'identité nationale, renforçant par là même les frontières de l'inclusion et de l'exclusion, et de son influence possible sur les normes et les valeurs. Le rapport identifie des axes prioritaires dans l'éducation, en distinguant les questions relatives à l'accès, aux programmes et aux pratiques scolaires. Il expose ensuite les tactiques et les stratégies utilisées dans chacun de ces axes. Il intègre une vue d'ensemble à partir d'une large série de contextes afin d'attirer l'attention sur la portée de l'activité à l'échelle mondiale, et met en avant les nouvelles données probantes sur les stratégies efficaces permettant de résister à l'action restreignant les droits des femmes et des personnes LGBTQI+ dans l'éducation.

Conceptualiser les activités organisées restreignant les droits des femmes et des personnes LGBTQI+ dans l'éducation

Les dynamiques qui ont alimenté l'apparition de ces différents groupes d'entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ diffèrent d'une région à l'autre, mais ont des éléments en commun. Les dynamiques contemporaines sociales et politiques ont facilité l'émergence de ces entités. Parmi elles figurent notamment le déclin économique et l'apparition du populisme et de l'autoritarisme, les forces politiques conservatrices et l'influence des organisations religieuses. Les entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ considèrent l'émergence du féminisme, les valeurs sociales libérales, « l'influence occidentale », la diversité sexuelle et des identités de genre ainsi que la liberté sexuelle comme des menaces majeures.

Les entités opposées à ces changements ont de plus en plus canalisé les ressources vers un écosystème de financement transnational qui soutient les mouvements politiques hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+. L'ampleur du financement dédié à la promotion de leurs programmes a permis de relancer la croissance et de financer leurs campagnes et réseaux dans le Sud global. Ceci inclut notamment l'argent dépensé par des commanditaires chrétiens et d'extrême droite par le biais d'organisations et de réseaux transnationaux, de même que des groupes islamistes, des gouvernements conservateurs et des groupes militants, qui ciblent tous l'éducation pour promouvoir leurs opinions politiques.

Le principal objectif des entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ est de provoquer un changement culturel à long terme afin d'établir (ou de rétablir) des normes sociales prônant l'hétéropatriarcat. Cette vision à long terme donne à ces groupes un but global très précis et les aide à rester résilients face aux défaites à court terme. Pour concrétiser cette vision, ils s'engagent dans une gamme d'activités qui requièrent un changement sur les court, moyen et long termes (Martínez et al., 2021).

Les principaux changements que cherchent les entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ dans l'enseignement formel concernent trois domaines de la politique et de la pratique de l'éducation :

- L'accès : qui peut aller à l'école ou suivre un enseignement supérieur, et qui peut enseigner
- Le programme : ce que les étudiantes et les étudiants apprennent, par exemple le contenu des programmes d'enseignement et l'éducation sexuelle
- Les pratiques scolaires : telles que la participation à une éducation sportive, et les politiques relatives à l'inclusion des personnes LGBTQI+.

Les mécanismes d'incitation auxquels elles ont principalement recours sont des flux de financement substantiels ainsi que des réseaux et des alliances solides qui facilitent le rayonnement local. L'une des principales stratégies consiste à s'appuyer sur les institutions de gouvernance pour influencer les lois et les politiques en matière d'éducation. Une autre stratégie consiste à influencer le discours, notamment au travers de la désinformation. Ceci implique de mobiliser un discours sur la protection de l'enfant, l'anticolonialisme, la désinformation ou les théories du complot, et la condition de victime. Enfin, certains groupes qui détiennent un pouvoir étatique ou qui se livrent au militantisme ont recours à la violence et l'intimidation pour faire adopter leurs idées.

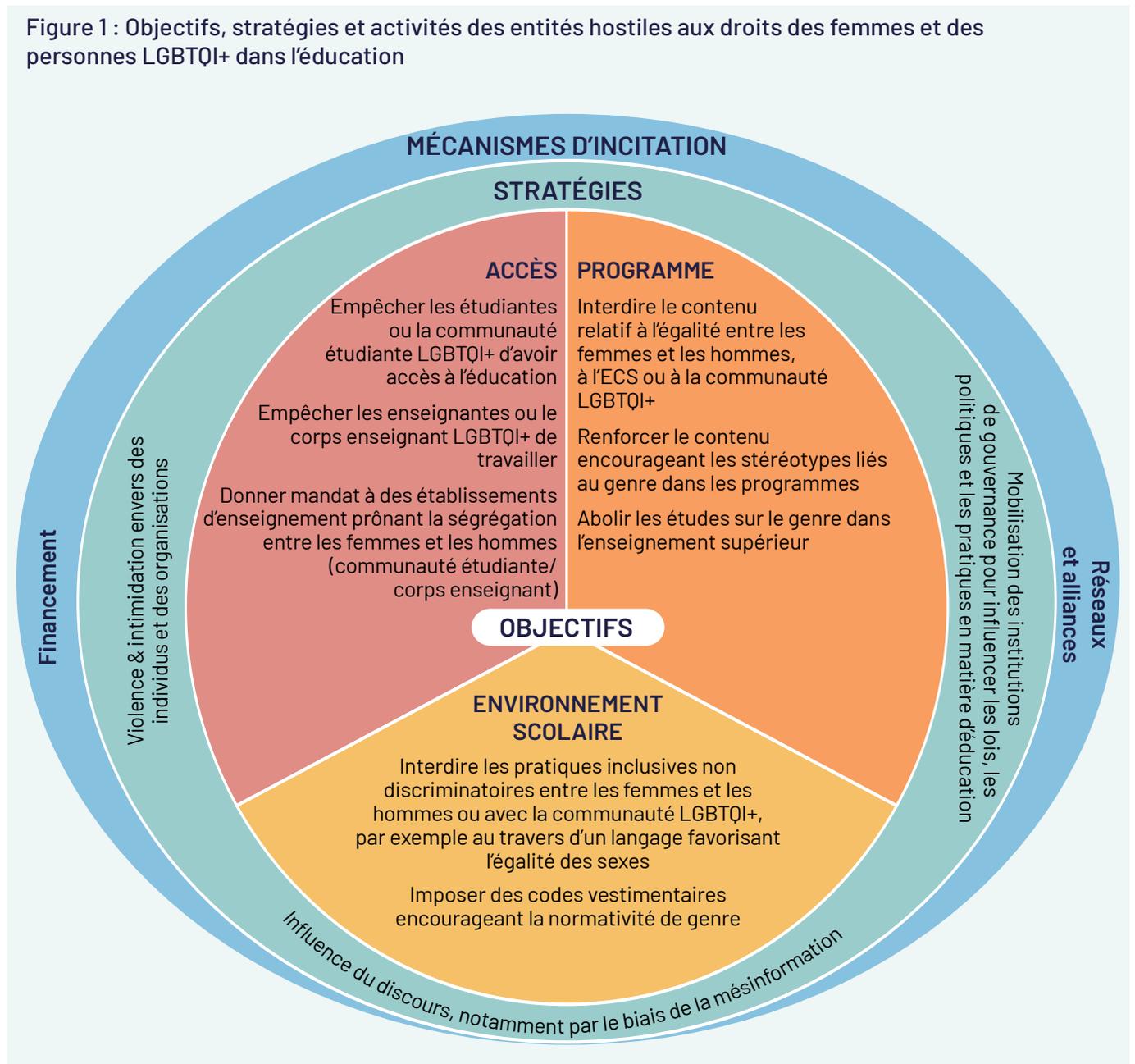
Accès à l'éducation : qui a le droit d'apprendre ?

Certaines entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ cherchent à refuser aux filles, aux femmes et aux personnes LGBTQI+ le droit de bénéficier d'une éducation. Les normes liées au genre sont utilisées comme des armes à des fins politiques pour influencer les politiques et restreindre l'accès des femmes et des filles à l'éducation. Les Talibans en Afghanistan, et les groupes militants ennemis des droits des femmes qui visent les écolières au Nigeria, en Ouganda et dans d'autres contextes, prétextent l'Écriture sainte pour justifier leurs attaques.

Si les entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ cherchent rarement à directement interdire à la communauté étudiante LGBTQI+ de poursuivre une éducation, leur discours homophobe et transphobe contribue à un environnement dans lequel les autorités scolaires sont autorisées à agir impunément contre la communauté étudiante LGBTQI+ en leur refusant l'accès à l'éducation. Par exemple, dans des contextes aussi diversifiés que le Cameroun, le Kenya, le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Ouganda, les vagues de panique concernant « les relations sexuelles entre personnes de même sexe, la transgression des normes de genre et autres formes d'homosexualité » ont entraîné « des expulsions massives » de jeunes de la communauté LGBTQI+ des écoles (Thoreson, 2019: 266).

Certaines entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ intimident le corps enseignant ou excluent les femmes de l'enseignement pour imposer une ségrégation entre les femmes et les hommes justifiée par le sexe au nom de la religion, comme c'est le cas en Iran. Les membres du corps enseignant qui sont perçus comme défendant l'égalité entre les femmes et les hommes ou les droits des personnes LGBTQI+, ou qui sont (ou sont perçues comme) des personnes LGBTQI+, ont été attaqués par des entités dans le but d'attiser la peur ou de leur interdire d'enseigner, comme cela a été le cas au Brésil sous la présidence de Jair Bolsonaro. Les entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ se sont aussi mobilisées contre les efforts visant à lutter contre la discrimination de la communauté étudiante et du corps enseignant LGBTQI+.

Figure 1 : Objectifs, stratégies et activités des entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ dans l'éducation



Programme : ce qu'apprennent les étudiantes et les étudiants

Le pouvoir politique est utilisé pour consolider ou étendre les préjugés sexistes à l'enseignement et dans les supports pédagogiques, ou pour s'opposer à des réformes visant à promouvoir un contenu non discriminatoire entre les femmes et les hommes, et/ou pour y insuffler davantage de contenus religieux ou des stéréotypes misogynes. Les institutions et les groupes religieux, qui collaborent parfois avec des organisations de la société civile (OSC), ont résisté aux efforts visant à éliminer les préjugés sexistes des manuels scolaires ou ont refusé le contenu en faveur de l'égalité des sexes.

L'éducation complète à la sexualité (ECS) est l'une des principales cibles des entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+, qui travaillent en coalition avec des groupes de revendication menés par des parents, des entités étatiques ou des chefs religieux dans l'optique d'interdire d'enseigner aux enfants des thèmes relatifs à la sexualité, à la santé reproductive ou à la diversité des identités de genre. L'opposition à l'ECS suscitera davantage l'adhésion dans des contextes où l'environnement politique est peu favorable à l'égalité entre les femmes et les hommes. Les dirigeantes et dirigeants politiques trouvent souvent utile la question de l'ECS pour recueillir le soutien de leurs adeptes. Au Brésil, par exemple, les disciples de M. Bolsonaro ont attiré l'attention en faisant pression contre l'ECS dans le cadre du mouvement *Escola sin Partido* (l'école sans parti [politique]). Le mouvement *Con Mis Hijos No Te Metas* (Ne touche pas à mes enfants) a évolué d'une initiative menée par des parents au Pérou en un mouvement coopératif et stratégique de groupes hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ en Amérique latine, avec une présence en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en République dominicaine, au Guatemala, au Mexique et au Paraguay.

Des groupes de parents s'allient parfois aux gouvernements et aux partis politiques pour restreindre le contenu LGBTQI+ dans les écoles. Par exemple, le *Roditel'skiy Komitet Ukrainy* (le comité des parents d'Ukraine), un groupe important opposé aux droits des personnes LGBTQI+ en Ukraine créé en 2011, collaborait étroitement avec l'Église orthodoxe dans le but de faire valoir que les enfants sont précieux pour bâtir un État non dépendant des influences occidentales, et doivent, à ce titre, être protégés de l'homosexualité.

Les entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ ont aussi ciblé les études sur le genre et culturelles dans les universités. Une première stratégie consiste à réduire le financement des programmes s'intéressant à l'étude des débats sur les questions relatives au genre. Une deuxième stratégie vise à générer des protestations publiques contre certains universitaires, par exemple l'opposition à la spécialiste des questions relatives au genre Judith Butler au Brésil, ou à des universitaires féministes dans les pays arabes.

Pratiques scolaires sexistes : changement de protestation

L'activité restreignant les droits des femmes et des personnes LGBTQI+ cherche souvent à défendre la ségrégation entre les femmes et les hommes dans certains domaines de la vie scolaire, ou à remettre en question les mesures prévues pour créer des environnements plus inclusifs pour la communauté étudiante transgenre ou non binaire.

Deux aspects des **politiques et pratiques en matière de langage inclusif** ont attiré l'attention des campagnes hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+, à savoir l'acceptabilité des formes non genrées de langage dans l'environnement scolaire et les supports pédagogiques, et l'utilisation des pronoms choisis par les étudiantes et les étudiants. L'hostilité de nombreux hommes et femmes politiques, et de commentatrices et commentateurs conservateurs face au langage inclusif reflète souvent leur opposition au féminisme et/ou un rejet de la diversité des identités de genre. Elle peut toutefois aussi répondre à un souhait de préserver les traditions linguistiques, et/ou de faciliter l'alphabétisation et l'apprentissage des langues chez les enfants.

Les toilettes et les vestiaires mixtes à l'école sont devenus un « point de référence » dans les guerres culturelles. Les propositions pour des installations mixtes (ou unisexes) permettent généralement aux écoles, ou les encouragent, à prévoir des situations pour les enfants de genre variant. Elles n'impliquent pas le retrait des installations séparées. Les campagnes sous-entendent toutefois souvent que c'est le cas, comme en Afrique du Sud et en Colombie, où les campagnes de désinformation ont suscité des craintes auprès du public selon lesquelles les installations séparées étaient peu à peu interdites et l'homosexualité était imposée aux enfants.

Certaines entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ se sont aussi attaquées à **l'éducation physique et sportive**. Ceci prend la forme de restrictions quant aux sports que peuvent pratiquer les filles, ou à la tenue vestimentaire considérée comme adéquate lorsque celles-ci pratiquent ce sport. Cette attaque concerne également les types de sports qui sont considérés comme appropriés, et qui peut les pratiquer. Les restrictions concernant la participation des filles aux sports, comme le préconisent les groupes islamistes au Pakistan, limitent leur liberté de pratiquer tel ou tel sport. Quant aux Talibans en Afghanistan, ils interdisent tout simplement la participation des filles aux activités sportives.



Illustration par Reya Ahmed pour ALIGN, 2024

Lutter contre les activités restreignant les droits des femmes et des personnes LGBTQI+ dans l'éducation

Le rapport présente des données probantes émergentes sur des stratégies de résistance. Les cinq approches clés sont les suivantes :

- **S'appuyer sur les cadres juridiques et relatifs aux droits de l'homme.** En matière d'éducation, les entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+, tout comme celles en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, se sont servies de la loi sur les droits de l'homme. Dans des pays bénéficiant de cadres juridiques favorables, tels que des engagements constitutionnels envers l'égalité, les droits de l'homme ou l'égalité des droits à l'éducation, les entités en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes ont pu remettre en question les lois hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ et, dans certains cas, sont parvenues à les annuler. Au Brésil par exemple, la Cour suprême a annulé certaines lois de l'État qui cherchaient à retirer l'éducation sexuelle du programme en interdisant « l'idéologie du genre ».

Une action en justice stratégique s'annonce prometteuse pour déterminer les droits à l'éducation des filles et/ou des personnes LGBTQI+ dans des contextes où ils sont contestés. Par exemple, des avocats féministes ont assigné la Sierra Leone à comparaître devant la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) concernant l'interdiction faite aux jeunes filles enceintes et aux mères adolescentes d'être scolarisées. La Cour de justice a ordonné au gouvernement de lever l'interdiction (Human Rights Watch, 2022b)

- **S'engager dans le plaidoyer politique et nouer le dialogue.** Les OSC en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes ont depuis longtemps noué le dialogue pour soutenir l'ECS et pour inciter à prendre des mesures visant à répondre aux difficultés rencontrées par les filles et la communauté étudiante LGBTQI+. Ces OSC ont développé du contenu, créé des coalitions de soutien et obtenu des percées en matière de politique gouvernementale dans des contextes aussi variés qu'au Mexique, au Pérou, au Kenya et au Pakistan.
- **Renforcer le soutien aux initiatives non discriminatoires entre les femmes et les hommes.** Afin de renforcer le soutien à une ECS plus exhaustive ou plus efficace, il convient de fournir des informations précises quant aux politiques proposées, qui montrent comment répondre aux questions préoccupantes entre différents groupes d'intérêt (notamment la grossesse à l'adolescence), et d'entretenir le dialogue sur le long terme. Les OSC se sont également mobilisées aux côtés de réseaux d'activistes afin d'offrir une éducation à des groupes n'y ayant pas accès.
- **Lutter contre la désinformation.** Une approche multiple pour lutter contre la désinformation et la désinformation se révèle utile. Le partage d'informations directes précises, souvent par le biais de plateformes numériques et d'un enseignement non formel, ainsi que la défense d'une plus grande réglementation de la désinformation par les médias figurent parmi les stratégies prometteuses. Néanmoins, les ressources des entités en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et leur capacité à produire des informations positives sont souvent devancées par celles des entités hostiles

aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+, chez qui la mésinformation et la désinformation sont des tactiques courantes pour entraîner peur et indignation.

- **Soutenir la protestation publique.** En tant que groupes directement touchés par les efforts visant à réduire l'accès à l'éducation, les jeunes activistes ont ouvertement défendu l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'éducation, les droits des personnes LGBTQI+ et l'ECS. Des protestations étudiantes contre les codes vestimentaires forcés en Inde, ou le mouvement Bring Back Our Girls (Ramenez-nous nos filles) à l'initiative de femmes au Nigeria ont sensibilisé le public et ont contraint les gouvernements à agir.

Par ailleurs, deux éléments favorables sont importants :

- **Direction politique.** Si l'inaction de certains gouvernements a contribué à la perpétuation de la discrimination fondée sur le genre et empêché des avancées en matière d'éducation non discriminatoire entre les femmes et les hommes, les dirigeantes et dirigeants politiques d'autres pays se démarquent et dénoncent activement la rhétorique et les politiques hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+. Par exemple, en 2017, la ministre de l'Éducation ukrainienne a interdit la formation de comités de parents d'élèves liés aux mouvements de veto parental dans d'autres pays.
- **Alliances et soutien au financement plus vastes.** Les organismes des Nations Unies et d'autres organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé des violations des droits humains, notamment la violence à l'encontre des filles et des communautés LGBTQI+ ou les efforts visant à saper l'ECS dans les écoles. Des programmes tels que « Nos droits, nos vies, notre avenir : programme 03 » de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans 33 pays africains ont aidé à maintenir l'ECS au programme politique. Ils ont par ailleurs contribué à élaborer de nouvelles lois et décisions en faveur des droits des adolescentes et adolescents et des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive (UNESCO, 2023).

Conclusion

Les entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ dans l'éducation comptent des partis politiques, des organisations religieuses, des groupes militants, des OSC ainsi que des organisations alliées des médias. Toutes cherchent à influencer les systèmes d'éducation et à promouvoir des visions patriarcales et hétéronormées de la société, de la sexualité et de la vie de famille. La diversité géographique des exemples met en évidence l'échelle et les liens transnationaux, et par là même les enjeux omniprésents pour les personnes et les organisations qui s'efforcent de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'éducation et au travers d'elle. Par l'intermédiaire de liens transnationaux et de nombreux flux de financement, ces organisations et leurs réseaux exploitent souvent le capital politique, social et financier pour influencer les politiques nationales. Cette analyse différencie les stratégies clés : influencer les institutions de gouvernance à divers niveaux et influencer le discours pour façonner les normes et obtenir du soutien pour des campagnes, des actions ou la loi, parallèlement à l'utilisation de la violence et de l'intimidation dans certains contextes.

Cette analyse révèle également des contre-stratégies employées par les activistes en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et des droits des personnes LGBTQI+ dans le contexte de l'éducation. Toutefois, ces contre-stratégies ne luttent pas totalement ni efficacement contre le vaste spectre de tactiques auxquelles ont recours les organisations hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+. Certes, les stratégies de résistance actuellement utilisées, telles que celles mobilisant la loi sur les droits de l'homme et les dispositions constitutionnelles, la concertation sur les politiques et le plaidoyer politique, la création de coalitions, et la lutte contre la désinformation, sont utiles. Elles requièrent toutefois un haut niveau de soutien politique pour se révéler efficaces. Les voies à suivre pour lutter contre la résurgence négative des entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+ dans le domaine de l'éducation impliquent un soutien mondial (par l'intermédiaire d'un financement à long terme, moins restrictif, et de la mise en œuvre de cadres et de valeurs soutenant les droits de l'homme) et la protection nationale (par l'intermédiaire de la loi et la politique, de médias responsables et d'un espace civique ouvert).

Les systèmes d'éducation doivent rationaliser les valeurs non discriminatoires entre les femmes et les hommes, encourager la réflexion critique et nouer le dialogue avec les parents et les communautés pour développer un contenu curriculaire approprié sans succomber à la culture de la peur. D'autres recherches sont nécessaires pour combler les lacunes en matière de données probantes en ce qui concerne la portée géographique et l'impact, ainsi que les modes de fonctionnement (par exemple dans l'enseignement non formel, les réseaux transnationaux, l'utilisation de structures scolaires et les prestataires du domaine de l'éducation) des entités hostiles aux droits des femmes et des personnes LGBTQI+. Enfin, le rapport recommande un examen plus approfondi des stratégies de résistance, telles que l'effet protecteur des cadres juridiques nationaux, l'action en justice stratégique et les processus consultatifs pour garantir l'égalité entre les femmes et les hommes et l'inclusivité dans tous les domaines de l'éducation.

Références

Vous trouverez l'intégralité des références dans [le rapport principal](#) (uniquement disponible en anglais).

ALIGN

À propos d'ALIGN

ALIGN est une plateforme numérique et un programme de travail qui s'attache à créer une communauté internationale de chercheurs et dirigeants, hommes et femmes, tous concernés par le traitement équitable et l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle propose de nouvelles études, des éclairages tirés de la pratique ainsi que des subventions en faveur d'initiatives qui nous permettent de mieux comprendre les normes patriarcales liées au genre, et d'agir pour les changer.

Grâce à sa plateforme numérique dynamique et en plein essor, et aux événements et activités qu'elle organise, ALIGN vise à s'assurer que les connaissances et ressources existantes les plus précieuses sont exploitées de manière à avoir une incidence grandissante sur les normes discriminatoires liées au genre.

Bureau du ALIGN

ODI

203 Blackfriars Road

Londres SE1 8NJ

Royaume-Uni

Courriel: align@odi.org.uk

Site Internet: www.alignplatform.org

Clause de responsabilité

Le présent document est élaboré par *Advancing Learning and Innovation on Gender Norms* (ALIGN). Les opinions exprimées et les informations qu'il contient ne reflètent pas et ne sont pas nécessairement celles d'ODI et de ses partenaires ou donatrices et donateurs. Ces derniers déclinent toute responsabilité quant à ces opinions ou informations, ou quant au crédit qui pourrait leur être attribué.

Droits d'auteur

© ALIGN 2024. La présente œuvre est protégée par la licence Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Partage dans les mêmes conditions 4.0 International de Creative Commons (CC BY-NC-SA 4.0).

alignplatform.org

La plateforme ALIGN est financée par divers donateurs internationaux, sous la direction d'ODI.

